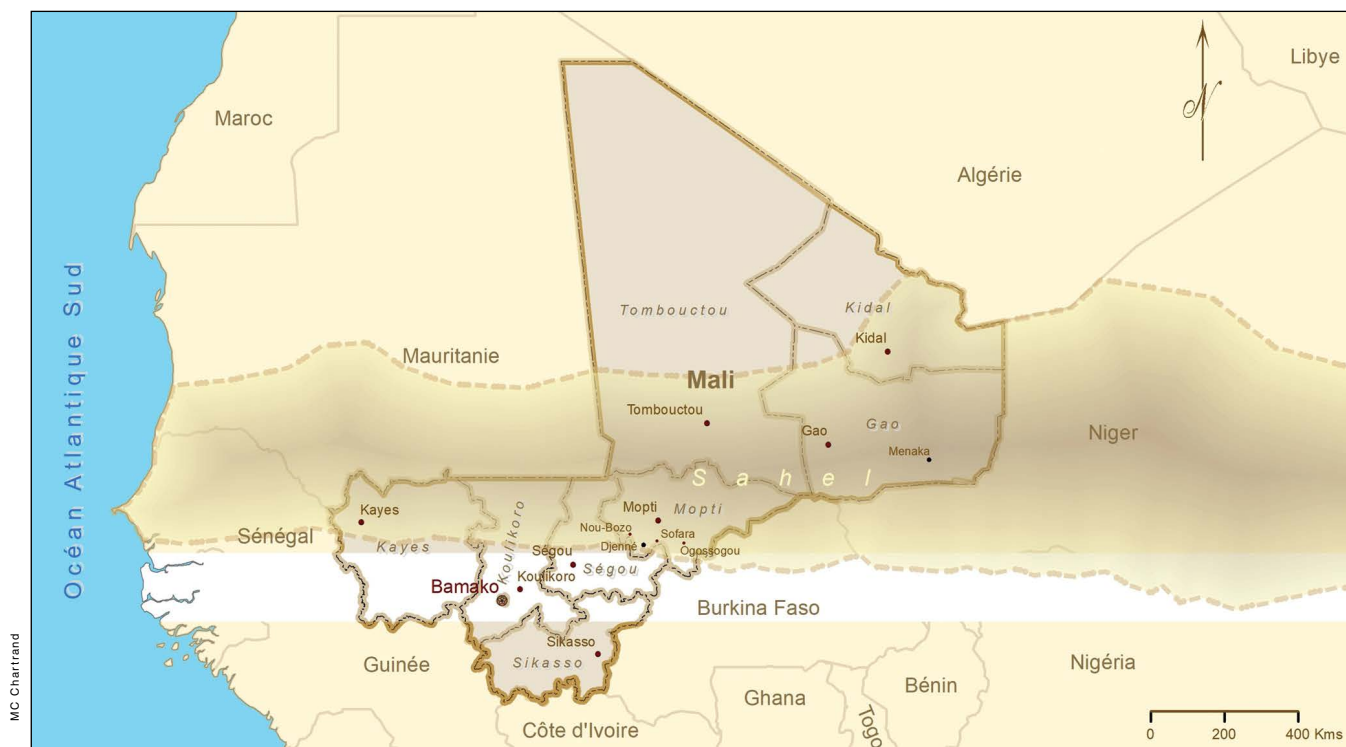




Carte du Mali et des pays avoisinants.

Mali : dynamique de l'insurrection et de la contre-insurrection

par **Ismaël Fournier**

Ismaël Fournier a été fantassin dans le 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment au sein duquel il est allé en déploiement en Bosnie en 2001, puis à Kaboul et à Kandahar en Afghanistan, en 2004 et 2007, respectivement. Au cours de sa dernière période de déploiement, il a été gravement blessé par l'explosion d'un dispositif explosif de circonstance (IED). Après avoir subi de multiples chirurgies réparatrices, il a changé de groupe professionnel et est passé à la Branche des services du renseignement militaire. Depuis, il a obtenu un baccalauréat, une maîtrise et un doctorat en histoire à l'Université Laval. Il a quitté les Forces armées canadiennes en 2019, et il travaille actuellement au ministère de la Défense nationale à titre d'analyste spécialisé dans la stratégie et la tactique se rapportant aux insurrections et aux contre-insurrections.

Introduction

Depuis le début de la rébellion des Touaregs en 2012, les organisations extrémistes violentes (OEV) sont de plus en plus actives au Mali et dans le reste de la région du Sahel. Par exemple, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), qui se compose lui-même de multiples groupes insurgés, mène actuellement des opérations insurrectionnelles dans la majeure partie de l'État malien. En outre, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) opère à proximité de la région où se trouvent les frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Afin d'intensifier le contrôle qu'elles exercent sur les régions rurales, les OEV appliquent des tactiques de guerre irrégulière (guérilla). En d'autres mots, elles recourent le moins possible

à la guerre conventionnelle et ouverte et le plus possible à des tactiques frappe-esquive, à des embuscades avec armes légères et dispositifs explosifs de circonstance (IED), à des attaques complexes avec des IED placés à bord de véhicules (VBIED) et à des opérations subversives. La liberté de mouvement et d'action de ces groupes dépend fondamentalement de leur accès aux voies de communication géographiques et à la population civile. Ces voies permettent aux insurgés de se rendre à leurs objectifs depuis leurs bases opérationnelles, et la population leur procure des renseignements, des recrues, de la nourriture et, dans certains cas, des refuges. Les chefs des OEV envoient fréquemment des surveillants dans les villages pour exercer leur contrôle sur la population et imposer leur volonté aux villageois. Dans d'autres cas, les insurgés vont et viennent à leur guise dans les villages non défendus pour prêcher un islam radical, imposer la charia et prendre tout ce dont ils ont besoin.

Les opérations de contre-insurrection (COIN) visent en partie à priver les insurgés de l'accès aux villages en déployant des forces de sécurité stationnaires qui demeureront dans les régions peuplées pour protéger les civils. Sans accès aux villages, les insurgés perdent la possibilité de se mêler à la population et celle d'obtenir du soutien, de recruter des membres et de recueillir les renseignements dont ils ont besoin pour mener leurs opérations. Les OEV se trouveront dans une situation encore plus précaire si leurs bases opérationnelles sont prises à partie également. Une autre activité anti-insurrectionnelle consiste à empêcher les OEV de se servir de leurs voies de communication, en menant des opérations de renseignement-surveillance-reconnaissance (RSR) et en tendant des embuscades aux insurgés. La COIN suppose



La terreur islamiste s'étend au Burkina Faso en février 2013.

aussi la rupture des axes d'approvisionnement des insurgés et le blocage de l'accès aux frontières grâce à des opérations d'interdiction. Face à ces mesures de sécurité, les insurgés sont désavantagés sur le plan tactique et obligés d'envisager deux options : être surpris en terrain découvert et subir la puissance de feu écrasante des forces de sécurité, ou se retirer pour trouver refuge dans des régions isolées. Si les villages ruraux, les voies de communication et les régions frontalières clés sont protégés par les forces anti-insurrectionnelles, les insurgés seront coincés et forcés de rester cachés sans ravitaillement, sans nouvelles recrues et sans renseignements, ce qui entraînera la désintégration éventuelle de l'insurrection. C'est exactement la situation dans laquelle les insurgés de l'État islamique se sont trouvés peu avant de se rendre totalement aux forces de sécurité en novembre 2019¹. Ces tactiques anti-insurrectionnelles ont aussi été employées dans le passé dans plusieurs théâtres opérationnels : en Algérie, contre le Front de libération nationale (FLN), en Malaisie, contre l'Armée de libération nationale, au Vietnam, contre le Viêt-cong, en Iraq contre al-Qaïda et en Colombie, contre les guérilleros du FARC. Bien que les doctrines anti-insurrectionnelles employées dans ces divers contextes fassent encore l'objet de nombreux débats, elles se sont en fin de compte avérées, à différents niveaux, très efficaces dans chacun des conflits susmentionnés.

Entre 1954 et 1962, la lutte pour le contrôle de la colonie française d'Algérie était condamnée à l'échec politique, mais le FLN a été tactiquement vaincu par la COIN française. L'insurrection communiste déclenchée en 1948 en Malaisie a échoué sur les plans militaire et politique à cause d'une vigoureuse et efficace campagne anti-insurrectionnelle britannique, en 1960. Au Vietnam, l'insurrection

viêt-cong, qui avait été puissante antérieurement, a été écrasée par une force de combat efficace au cours des années qui ont suivi l'offensive du Tet, en 1968. La campagne anti-insurrectionnelle américaine et sud-vietnamienne, menée dans le cadre du programme de pacification CORDS (Civil Operations and Revolutionary Development Support), a gravement affaibli le Viêt-cong. À partir de 1972, les forces régulières de l'Armée du Vietnam du Nord ont pris la direction des opérations militaires communistes, qui n'étaient pas axées sur la guérilla, mais bien sur la guerre conventionnelle faisant appel aux chars, à l'infanterie et à l'artillerie. En Iraq, entre 2007 et 2011, al-Qaïda a été grandement paralysée après la campagne d'intensification dirigée par le général David Petraeus et par les opérations de ciblage exécutées par le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC). Enfin, les activités militaires les plus efficaces menées contre les guérilleros du FARC en Colombie étaient liées à des initiatives de COIN². Chaque conflit se caractérise par une dynamique politique, sociale, militaire et géographique différente. Une activité de COIN qui s'avère efficace dans un théâtre ne le sera pas nécessairement dans un autre. Cependant, les opérations de sécurité associées à la COIN sont universelles et essentielles au succès, quel que soit le théâtre. Le présent article vise à montrer que la capacité des OEV de poursuivre efficacement le combat au Mali est directement due à l'absence d'opérations anti-insurrectionnelles clairement définies dans les régions rurales du pays. Bien que la lutte anti-insurrectionnelle comporte des dimensions politiques, militaires, civiles et sociales, le présent article mettra l'accent sur les questions de sécurité liées à la COIN. Par conséquent, nous nous concentrerons ici sur l'accès des OEV à la population civile et sur l'accès des insurgés aux frontières et aux voies de communication dans le Mali rural.



Le général David Petraeus (à droite), commandant de la Force multinationale Iraq, le 14 juin 2007.

Les OEV et la population civile

Le GSIM a unifié cinq OEV, à savoir Ansar Dine, Al-Mourabitoune, le Front de libération du Macina, Al-Mansour Ag Alkassim et al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ces groupes opèrent dans diverses régions du Mali et du Sahel. L'EIGS, qui est affilié à Daech, agit le long des trois frontières connexes du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Enfin, Ansarul Islam, groupe indépendant qui coopère avec le GSIM et l'EIGS, est présent dans le nord du Burkina Faso. Bien que chacune des factions membres du GSIM soit autonome, elles travaillent ensemble. Ce sont des rivaux appartenant à deux groupes-cadres distincts, à savoir le



Un manifestant anti-gouvernement au Burkina Faso, le 30 octobre 2014.

REUTERS/Alamy Stock Photo/2D02EYB



Des soldats français et des Casques bleus des Nations Unies du Burkina Faso effectuent une patrouille à Tombouctou, le 5 novembre 2014.

GSIM et l'EIGS, mais elles collaborent jusqu'à un certain point³. Ces groupes d'OEV ont pu agrandir leur zone d'opération grâce à l'accès facile à la population civile et aux voies de communication géographiques de cette dernière. La population rurale du Mali demeure un des principaux centres de gravité des OEV. Si ces dernières réussissent à briser le lien entre la population et les forces de sécurité, à la contrôler physiquement et à acquérir son soutien actif ou passif par la peur, elles acquerront un immense avantage tactique sur les forces militaires gouvernementales. Comme l'a souligné le lieutenant-colonel David Galula, tacticien français très respecté et spécialiste de la COIN qui a combattu en Algérie :

« [Dans le cas des contre-insurrections], la possibilité d'exercer un pouvoir politique ne dépend que de l'accord tacite ou explicite de la population ou, au moins, de sa soumission⁴ ».

Galula a précisé sa théorie de la COIN dans son manifeste *Contre-insurrection : théorie et pratique*. Il a souligné qu'à mesure que le soutien dont bénéficie un groupe d'insurgés grandit, ses capacités augmentent aussi. De nouvelles capacités permettent aux OEV d'accroître le soutien leur étant accordé. Pour ce qui est du soutien populaire, ce qui constitue un gain pour l'insurrection équivaut à une perte pour le gouvernement, et vice-versa. Pourquoi les OEV fonctionnent-elles actuellement avec autant d'efficacité au Mali? En raison de l'absence d'opérations axées sur le concept « nettoyer-tenir-construire » (NTC) menées dans une zone précise hautement prioritaire où les activités des insurgés sont manifestes. Ce concept

est décrit en détail dans le manuel militaire américain FM 3-24 sur la contre-insurrection. La dernière révision de ce manuel a été faite sous la supervision du général David Petraeus, qui n'a pas besoin de présentation et qui a été inspiré par les théories de Galula quand il a fait rédiger le manuel susmentionné. Dans ce manuel, les objectifs des opérations NTC sont les suivants :

- créer un environnement physique et psychologique sécuritaire;
- assujettir la population et la zone à un solide contrôle gouvernemental;
- gagner l'appui de la population⁵.

Les efforts de la COIN doivent commencer par l'acquisition du contrôle de zones géographiques habitées clés. Les objectifs consistent à appliquer le concept NTC dans un village, un secteur ou une ville, puis à renforcer les succès opérationnels en propageant le concept dans d'autres régions. Ce processus, souvent décrit comme étant celui de la « tache d'huile », vise à élaborer un cadre gouvernemental local efficace et durable qui crée un sentiment de sécurité chez la population, tout en répondant à ses besoins fondamentaux. Le succès remporté renforce la légitimité du gouvernement local aux yeux de la population. De bien des façons, le plan opérationnel global des OEV s'apparente beaucoup à celui des partisans de la contre-insurrection. Au Mali, les groupes insurgés ont élargi peu à peu leur zone d'action en déployant leurs forces et leur influence d'une région à l'autre. Ils ont progressivement accru le contrôle qu'ils exerçaient sur les zones rurales et fait observer leurs lois dans les villages pour acquérir ainsi l'appui ou la soumission des civils dans leurs zones d'opération. C'est

pourquoi les opérations NTC sont si importantes lorsqu'il s'agit de casser l'insurrection. Les principales tâches expressément nécessaires pour concrétiser le concept NTC sont les suivantes :

- assurer en permanence la sécurité de la population locale;
- éliminer la présence des insurgés;
- renforcer la primauté politique;
- faire respecter la primauté du droit;
- reconstruire les institutions gouvernementales locales⁶.

Pareilles initiatives nécessiteront la coopération entre les autorités civiles, les organismes du renseignement et les forces de sécurité (nationales et étrangères). Au Mali, un nombre aussi petit d'insurgés (entre 1 300 et 1 800 en tout) reste capable de poursuivre ses activités au niveau actuel surtout parce que les forces de sécurité n'exécutent pas d'opérations NTC convenables. L'acquisition du contrôle d'une région au moyen de tactiques de guerre conventionnelle est essentielle quand on y mène une campagne anti-insurrectionnelle. À cet égard, les OEV ont montré une grande vulnérabilité quand les opérations de nettoyage françaises *Serval* et *Barkhane* ont été lancées contre elles. Cependant, si les troupes déployées pour assurer de façon continue la sécurité de la population locale (première étape d'une opération NTC) sont trop peu nombreuses, les OEV réussiront, à un moment donné, à regagner une certaine influence dans la zone nettoyée et à l'infiltrer de nouveau. Les opérations militaires françaises représentent actuellement la plus grande menace pour les OEV, mais l'opération *Barkhane* est une macroentreprise

anti-insurrectionnelle plutôt qu'une campagne militaire de COIN approfondie. Les troupes françaises sont trop peu nombreuses et trop dispersées pour exécuter une mission de COIN concrète qui, mises à part les opérations militaires, doit s'accompagner d'initiatives politiques, civiles et sociales également. Pour ce qui est des forces de l'ONU, le mandat de la Mission de stabilisation multidimensionnelle et intégrée (MINUSMA) n'autorise pas les troupes qui l'accomplissent à mener de telles opérations de COIN et de sécurité au Mali.

Le deuxième volet d'une opération NTC (éliminer la présence des insurgés) n'aura des effets à long terme que si les troupes restent dans la zone d'opération avec la population civile. Dès que les forces de sécurité quittent l'endroit, les OEV y reviennent inévitablement et y relancent leur insurrection. De multiples rapports ont montré que plusieurs régions du Mali ne sont pas protégées par les unités des Forces armées maliennes (FAMA), ce qui explique pourquoi les insurgés sont encore capables de fonctionner dans des régions rurales auparavant sécurisées. La situation est si désastreuse que plusieurs tribus constituent leur propre milice pour se protéger. Par exemple, des membres de la tribu des Dozos ont créé des brigades dans plusieurs quartiers de Mopti pour faire échec aux OEV. Le chef des Dozos, dans un village près de Djenné, a expliqué à un journaliste de la revue *National Geographic* que « l'incompétente armée gouvernementale n'a pas réussi à protéger ses gens contre les combattants islamistes⁷ » [TCO]. Cela a aggravé le problème, car ces groupes de miliciens auraient, dit-on, pris à partie les Peuls dont on croit généralement qu'ils se sont associés aux OEV. Par exemple, des Dozos appartenant au Dan Na Ambassagou ont été accusés d'avoir tué près de 150 personnes en mars 2019, dans le village d'Ogossogou⁸. En outre, des groupes



Photo de l'ONU 814845

Dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), des Casques bleus sénégalais patrouillent dans les zones sensibles du centre du Mali, à Mopti, le 5 juillet 2019.

Photo de l'ONU 795107



Des membres de la MINUSMA enquêtent sur les violations des droits de la personne à Koulogon, dans la région de Mopti, au Mali, le 8 janvier 2019.

armés tels que le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et le Ganda Izo (un groupe peul) combinent leurs forces pour remédier aux faiblesses des FAMA dans la région de Ménaka, pour affronter les OEV depuis le 3 avril 2018⁹. Ces initiatives aussi draconiennes sont suscitées par l'absence de forces de sécurité qui devraient être là pour protéger la population et garantir le respect de la loi et de l'ordre.

Le troisième volet d'une opération NTC (renforcer la primauté politique) ne peut se concrétiser que si les autorités gouvernementales locales sont capables de travailler dans les collectivités rurales sans craindre d'être harcelées ou tuées par les insurgés. Comme de multiples régions sont contrôlées par les OEV, à cause du manque d'interventions proactives de la part des forces de sécurité, les représentants du gouvernement, les aînés des villages et les maires des villes ne peuvent gouverner en toute sécurité dans leur zone de responsabilité. Dans de telles conditions, il est impossible de réaliser les deux derniers volets de l'opération NTC (faire respecter la primauté du droit et reconstruire les institutions gouvernementales locales). Par conséquent, les OEV sont libres d'exercer leur contrôle sur les villageois. Comme le précise la publication FM 3-24 :

[D]ans presque tous les cas, les partisans de la contre-insurrection font face à une population comprenant une minorité active appuyant le gouvernement et une faction militante de même taille s'opposant à lui. Pour que les efforts anti-insurrectionnels soient couronnés de succès, il faut que le gouvernement soit accepté comme étant légitime par la majorité du centre qui ne favorise ni l'un ni l'autre camp, mais qui comprend aussi des partisans passifs des

*deux camps. Comme il est facile de susciter le désordre, il ne suffit habituellement pas aux partisans de la contre-insurrection de recueillir 51 p. 100 du suffrage populaire; une solide majorité est souvent essentielle. Cependant, une population passive risque d'être tout ce dont a besoin une insurrection bien appuyée pour s'emparer du pouvoir*¹⁰.

Si la population est passive, les OEV peuvent s'arroger le « soutien passif » des villageois locaux. Pour qu'un groupe d'OEV arrive à survivre et à grandir, il lui est souvent essentiel de gagner tôt au cours de l'insurrection le soutien passif de la population. Un tel soutien est accordé « tacitement » aux insurgés par la population, ce qui a un effet immense sur l'efficacité des OEV à long terme. Les partisans passifs ne fournissent aucun appui matériel, mais ils permettent aux insurgés de fonctionner et ils ne procurent aucun renseignement aux habitants qui s'opposent à l'insurrection. Cette forme de soutien est souvent appelée « tolérance » ou « assentiment »¹¹. Une autre forme d'appui populaire donné aux insurgés est désignée par l'expression « soutien interne actif » et elle comporte les actions suivantes :

- des civils ou des groupes se joignent aux OEV;
- fournir un soutien logistique et financier;
- fournir des renseignements;
- fournir des refuges;
- fournir une aide médicale;
- fournir des moyens de transport;
- agir au nom des OEV¹².

Les OEV au Mali ont profité d'appuis internes passifs et actifs. Par exemple, la domination que l'organisation d'AQMI exerce sur le nord-ouest du pays à Tombouctou est en grande partie le résultat de ses contacts avec la population locale rurale. AQMI bénéficierait, dit-on, d'un important soutien interne actif dans cette région et aurait reçu un soutien logistique et des renseignements de plusieurs personnes dans le Sahel occidental. Ces dernières auraient fourni des recrues, des ravitaillements et des nécessités de subsistance à ses membres. En outre, on sait que des habitants locaux ont procuré à AQMI des renseignements sur ce qui se passe dans leur région. Cela est en grande partie dû aux efforts qu'AQMI déploie pour établir des liens tribaux avec des personnes clés dans leur zone d'opération par le biais de mariages et d'entreprises¹³. Dans d'autres cas, des villageois n'ayant aucun lien avec les OEV ou n'étant pas nécessairement bien disposés à leur égard les tolèrent tout simplement, faute de forces de sécurité pour les protéger. Les OEV obtiennent souvent l'appui des villages en recourant à la contrainte avec violence et à des techniques d'intimidation contre la population. La contrainte est souvent très efficace à court terme, surtout au niveau communautaire. Toutefois, les actes de violence commis contre la population en général, ou les attaques qui perturbent le mode de vie des habitants ont aussi pour effet de ternir l'image des insurgés avec le temps, surtout si ces derniers veulent que la population appuie ouvertement leur cause. La contrainte risque de nuire grandement aux groupes insurgés, en particulier si les OEV peuvent compter sur l'appui de la population ciblée et si des opposants à l'insurrection militent proactivement contre elle dans la région.

Les insurgés peuvent occuper les villages en permanence ou périodiquement. Dans le premier cas, les villages verront un groupe petit ou moyen d'insurgés circuler dans le village ou à proximité chaque jour. L'objectif de ces derniers consiste à contrôler la population, à faire observer la charia, à taxer les habitants, à recueillir de la nourriture et des renseignements et à recruter de nouveaux insurgés. Les villages peuvent aussi servir de refuges aux insurgés qui se mêlent ensuite à la population pour déjouer les forces de sécurité qui circulent dans le secteur. Dans le deuxième cas, les insurgés occupent les villages périodiquement, s'y infiltrent, harcèlent et menacent la population, prêchent un islam radical et prennent les nécessités de subsistance dont ils ont besoin. Après avoir passé une courte période (de quelques heures à quelques jours) dans le village, les insurgés le quittent, mais il sera inévitablement ciblé par les OEV peu de temps après. Par exemple, dans la région de Mopti, au Mali, les habitants du village de Sofara ont vécu sous le contrôle des insurgés membres du Front de libération du Macina. Ils ont été privés du droit d'organiser des festivités, telles que des mariages, des baptêmes, etc. De nombreux témoignages recueillis dans plusieurs localités de la région centrale du Mali confirment des cas constants d'intimidation, de torture et d'autres formes de violence. Périodiquement, les insurgés allaient et venaient à leur guise pour exercer leur contrôle sur les habitants de Sofara et les intimider¹⁴. Le village de Nou-Bozo, également situé dans le secteur de Mopti, a lui aussi été sous le contrôle des insurgés de multiples OEV, qui surveillaient constamment les habitants et leur interdisaient de circuler dans le village ou d'en sortir. Ces derniers étaient battus et menacés quand ils refusaient d'obéir aux directives qui leur étaient données¹⁵.



Photo de l'ONU 814841

Augmentation du nombre de patrouilles dans le centre du Mali, à Mopti, dans le cadre de la MINUSMA, le 4 juillet 2019.

Photo de l'ONU 795042



La police de l'ONU patrouille dans la région de Ménaka, au nord-est du Mali, le 9 janvier 2019.

Dans d'autres cas, les OEV ont détruit les immeubles publics et dénoncé la présence des autorités de l'État dans la région. Les villageois ont reçu l'ordre de ne pas signaler leur présence aux forces de sécurité et ont été avertis que les insurgés seraient de retour¹⁶. Le gouvernement malien étant préoccupé par la sécurité du Mali méridional et par le retour de la stabilité dans les régions du nord, la présence des FAMa a été limitée dans les régions du centre. Quand les soldats des FAMa sont présents, leur comportement violent envers la population peut aggraver souvent la situation. Pareille attitude a favorisé les opérations de propagande et de recrutement des OEV chez le peuple peul. C'est là un exemple typique de « bonne insurrection » favorisée par une « mauvaise contre-insurrection ». La crédibilité des forces de sécurité doit demeurer impeccable pour que les civils leur fassent entièrement confiance et les appuient. Autrement, les OEV combleront le vide et renforceront leur emprise et leur influence sur la population. Même si les forces de sécurité locales étaient courtoises envers les villageois et qu'elles menaient des projets de COIN pour briser le contact des insurgés avec la population civile, leur effort ne serait pratique que si les grandes formations des OEV étaient chassées de la région visée. L'opération *Barkhane* a eu des effets dommageables sur les OEV à cet égard, mais le problème persiste : comment empêcher les insurgés de revenir dans une région, une fois que les forces conventionnelles se redéploient pour aller sécuriser une autre région infestée d'insurgés? Ici encore, cela ne peut s'accomplir qu'au moyen d'opérations NTC, ce qui nécessite l'appui de la population. Bien qu'il soit possible de disperser et d'expulser de grands groupes d'insurgés d'une région donnée en y menant une opération de nettoyage militaire, il demeure impossible d'y prévenir le retour de petits groupes d'insurgés qui essaieront d'y rétablir leur réseau politique et leur influence. Mis à part des

éléments de l'US Marine Corps, les forces américaines ont commis les mêmes erreurs au cours des quatre premières années des combats qu'ils ont menés au Vietnam : elles chassaient les forces communistes d'une région, puis elles la quittaient et ne laissaient derrière aucune force stationnaire pour reconstruire, protéger les villageois et empêcher la recrudescence de l'insurrection. Elles devaient donc nettoyer la région de nouveau, parfois à deux reprises, car les insurgés étaient libres de réintégrer l'endroit et les villages après le départ des troupes américaines¹⁷.

La seule façon de renverser ce cycle consiste à obtenir l'appui de la population en déployant des pelotons de COIN pour la protéger dans la zone d'opération. Par conséquent, l'objectif central des forces de sécurité doit être de garantir la sécurité des villages et de leurs habitants. Toutefois, au Mali, les forces armées et policières sont inactives dans plusieurs régions et sont régulièrement dominées par les OEV au combat. Par exemple, plus de 50 soldats maliens ont été tués le 1^{er} novembre 2019 quand leur base fortifiée a été envahie en plein jour par des dizaines d'insurgés de l'EIGS dans la région de Ménaka¹⁸. Des attaques dévastatrices comme celle-là torpillent la crédibilité des FAMa aux yeux de la population locale. Afin d'occuper une position fortifiée et défendue dans un champ dégagé et en plein jour, les attaquants doivent être au moins trois fois plus nombreux que les défenseurs. Vu l'emplacement et la nature de l'objectif de l'EIGS, les insurgés auraient dû subir de lourdes pertes. Cependant, de multiples rapports confirment qu'aucun insurgé n'a été tué au combat pendant l'attaque. Les soldats maliens n'ont de toute évidence pas été à la hauteur en l'occurrence, ce qui est une tendance constante de toutes les forces de sécurité maliennes quand elles affrontent les OEV. Dans les contextes comme ceux-là, les civils sont moins enclins

à appuyer leurs forces armées, qu'ils perçoivent comme étant faibles, peu fiables et indignes de confiance. Les civils maliens ont souvent déclaré que les FAMA les avaient « abandonnés » aux insurgés et ils se sont demandé comment ils pourraient un jour faire de nouveau confiance aux militaires maliens¹⁹. La COIN comporte une forte dimension psychologique : si les troupes anti-insurrectionnelles arrivent à convaincre la population qu'elles sont plus fortes que les insurgés et qu'elles ont l'intention et les moyens de protéger les villages, elle sera naturellement prédisposée à donner son appui complet à ces troupes et au gouvernement. Toutefois, l'avantage tactique que les OEV ont sur les unités des FAMA et le caractère sporadique de l'activité des forces de sécurité maliennes dans la plupart des villages invalident complètement ce principe de la COIN au Mali. Quand la population se sent en sécurité, elle fournit d'habitude volontiers des renseignements aux forces de sécurité. La plupart des villageois appuient la partie la plus susceptible de leur offrir stabilité et sécurité. Même si les villageois sont hostiles aux OEV, ils seront en proie à la peur, surtout si les forces de sécurité sont absentes ou inactives dans les environs de leur village. En pareil cas, les habitants n'oseront pas se mesurer aux OEV à moins qu'une protection à long terme leur soit garantie. Cette tendance a été observée au cours d'insurrections antérieures dont l'envergure était beaucoup plus grande que celle ayant cours au Mali.

Par exemple, quand des hameaux stratégiques (villages renforcés) ont été érigés au Vietnam du Sud avec des forces de sécurité sud-vietnamiennes y étant déployées en permanence auprès de la population, les villageois ont volontiers communiqué des renseignements sur les insurgés et dénoncé les activités du Viêt-cong dans la zone d'opération. La situation s'est répétée

plus tard au cours de la guerre, quand des Marines américains ont déployé des pelotons d'action mixtes (PAM) dans les hameaux sud-vietnamiens : des équipes mixtes composées de Marines et de forces de sécurité gouvernementales ont été placées en permanence dans les villages, ce qui a garanti la protection des habitants et empêché le Viêt-cong d'accéder aux villages. Le renseignement humain fourni par les villageois a permis aux Marines et aux forces sud-vietnamiennes de repérer le Viêt-cong, de lui tendre des embuscades et de couper ses voies de communication. Les villageois ont volontiers informé les Marines sur les activités des insurgés, par exemple sur les mouvements de troupes, sur les caches d'armes, sur les embuscades tendues par eux et sur les endroits piégés. Les transfuges et les prisonniers de guerre viêt-congs ont admis qu'ils étaient incapables d'utiliser comme bases les villages occupés par les PAM et qu'ils ne pouvaient plus exploiter la population civile vivant dans ces hameaux. Leur chaîne de commandement leur ont ordonné d'éviter ces secteurs complètement²⁰. Il en a été ainsi parce que la population avait bénéficié d'un contexte sûr et stable en permanence. Ces effets positifs n'ont pas été observés qu'au Vietnam; les Britanniques ont obtenu des résultats semblables avec leur programme des hameaux stratégiques en Malaisie. Les insurgés communistes ont été complètement isolés et coupés des villages ruraux malais et de la population locale. Celle-ci a été protégée sans arrêt par des forces de sécurité stationnaires déployées en permanence dans les villages et niant aux forces hostiles l'accès à ces endroits. Des forces mobiles ont tendu constamment des embuscades aux guérilleros le long de leurs voies de communication, et les insurgés ont été isolés de leurs bases d'opérations, rendus incapables de se ravitailler et privés de nourriture, de renseignement, d'abris et de recrues. Combinés



Des membres de la US Marines (Marines des États-Unis) se dirigent vers une bande d'atterrissage établie près du Rockpile, au point le plus au nord du Vietnam, le 16 janvier 1960.



Trinity Mirror/Mirrorpix/Alamy Stock Photo/EKXP6R

Les hélicoptères et la vitesse de déplacement ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre les insurgés communistes au sein de la jungle malaise, le 29 octobre 1959.

à une série d'initiatives politiques et civiles, ces efforts ont entraîné l'effondrement de l'insurrection²¹. Dans le contexte d'une COIN, la population est autant un centre de gravité pour les éléments anti-insurrectionnels qu'elle l'est pour les OEV. Au Mali, celles-ci ne font aucunement exception et elles sont aussi vulnérables que n'importe quelle autre entité insurgée quand elles sont visées par de telles tactiques, techniques et procédures. Somme toute, le piètre contrôle exercé par le gouvernement et les forces armées sur les régions rurales facilite les opérations de recrutement des OEV. Les villages sont des carrefours centraux pour les activités de recrutement des insurgés. Par exemple, au centre du Mali, les OEV ont concentré leurs efforts de recrutement sur les Peuls en exploitant l'exaspération de ce peuple face au banditisme grandissant, à la corruption gouvernementale et à la concurrence que les habitants se livrent pour l'utilisation des terres et de l'eau. Le recrutement de Peuls a exacerbé les tensions dans les tribus des Bambaras et des Dogons, ce qui, conjugué à la présence limitée des forces de sécurité maliennes, a contribué à la multiplication des groupes d'autodéfense ethniques²².

Des dizaines de chefs de la collectivité peule interviewés par Human Rights Watch se sont dits inquiets de l'infiltration des islamistes dans leurs villages et par la capacité que ces derniers ont de recruter de très nombreux jeunes gens peuls. Certains de ces hommes étaient des volontaires, mais d'autres ont été recrutés de force. Cette tactique a deux objectifs : tout d'abord, elle sert à accroître l'effectif des OEV; en second lieu, elle protège le secret de leurs opérations

(si l'enfant d'un villageois est recruté par les OEV, ce dernier ne parlera pas des activités des insurgés pour éviter tout risque ou toutes représailles des insurgés contre l'enfant²³). Une pareille capacité de recrutement dont disposent les OEV et l'accès aux villages établissent les conditions voulues pour tendre des embuscades et déclencher des attaques comme celle exécutée par les insurgés de l'EIGS contre un convoi américano-nigérien dans le village de Tongo Tongo au Niger, le 4 octobre 2017. Les renseignements donnés aux insurgés sur la présence de forces américaines dans le secteur venaient d'agents ou de sympathisants des OEV qui opéraient à proximité du village en question²⁴. Comme des insurgés et des partisans des OEV circulent impunément dans les villages, les opérations de reconnaissance et de collecte de renseignements sont facilement menées, ce qui facilite l'exécution d'embuscades contre les forces de sécurité. Cependant, si ces dernières sont bien installées dans les villages, la liberté d'action et les opérations de recrutement des insurgés ainsi que leur accès au renseignement en souffrent. L'inefficacité des OEV sera considérablement accrue si les forces de sécurité les empêchent d'accéder à leurs voies de communication.

Voies de communication et liberté de mouvement des OEV

Certes, la réussite des OEV dépend d'une façon primordiale du contrôle qu'elles exercent sur la population civile, mais leurs gains opérationnels seront considérablement limités si elles



Un soldat français effectue une patrouille à Tombouctou dans le cadre de l'opération *Barkhane*, le 21 novembre 2014.

n'ont pas accès à leurs voies de communication géographiques. La liberté de mouvement est essentielle à n'importe quelle insurrection si elle veut agir librement dans sa zone d'opérations. En mode stationnaire, les OEV demeurent habituellement à deux endroits clés : à proximité des villages qu'elles contrôlent, ou dans des bases d'opérations situées dans des lieux isolés (surtout des zones boisées), ou les deux. Ces carrefours essentiels sont reliés entre eux par des voies de communication qui rejoignent des zones frontalières clés où la contrebande et diverses formes de trafic ont lieu. Le matériel, les renforts et les marchandises illicites passent par ces frontières. Les voies de communication permettent aussi aux insurgés de déplacer leurs combattants d'un endroit à un autre et d'accéder ainsi à d'autres villages et de déclencher des attaques contre les groupes de patrouille des forces de sécurité ou contre des bases de l'armée. Elles ne sont rien de moins que des artères vitales pour les insurgés. Afin de vaincre les OEV, les forces anti-insurrectionnelles doivent couper ces artères. AQMI aurait, dit-on, accès à d'importantes ressources financières et logistiques au Mali. Cela s'explique en partie par la participation du groupe à diverses entreprises de facilitation et de trafic illicite qui ont besoin d'accéder aux voies de communication et à des contacts tribaux. C'est l'accès à de tels corridors de transit et itinéraires de ravitaillement qui a permis à AQMI d'étendre son réseau d'insurgés et sa zone d'influence. Cette organisation s'adonne aussi au trafic des stupéfiants pour produire des revenus; elle établit des alliances sommaires avec des réseaux de trafiquants, puis elle taxe les marchandises en transit ou elle impose des droits de protection²⁵. L'accès aux voies de communication peut aussi fournir aux OEV un moyen de se procurer des approvisionnements de base. Par exemple, le Sahel est rempli de plusieurs caches créées

par AQMI dissimulant des réserves de produits pétroliers, des réservoirs d'eau, des stocks de pneus d'automobiles et des pièces de rechange. En outre, les voies de communication dans le nord du Mali mettent des refuges à la portée des insurgés d'AQMI. Pendant les opérations de COIN, les activités des éléments anti-insurrectionnels comprennent normalement des « patrouilles de saturation de zone », qui permettent aux forces de sécurité d'affaiblir les insurgés grâce à des opérations d'interdiction, à des embuscades et à des raids ciblés²⁶. À l'heure actuelle, la principale entité militaire qui recourt régulièrement à de telles patrouilles est l'Armée française, dans le cadre de l'opération *Barkhane*. Grâce à ces patrouilles, cette dernière a nui à la capacité des OEV d'exploiter leurs voies de communication et leurs refuges. Par exemple, les insurgés membres d'AQMI ont créé une redoute de montagne, dans la vallée d'Ametetai; il s'agit d'une zone d'environ 25 km² remplie de cavernes, de crevasses et de vallées dans l'Adrar des Ifoghas. AQMI a choisi cet endroit particulier parce que c'est le seul ayant des sources d'eau naturelles. Depuis ces lieux, le groupe pouvait dresser ses plans, déplacer ses combattants et lancer ses opérations. Il y cachait aussi ses otages. Les forces françaises et tchadiennes ont finalement réussi à détruire cette base²⁷.

Cependant, les refuges de ce genre sont nombreux dans le Sahel. Aux fins de la COIN, il faudrait couper les voies de communication donnant accès aux refuges ou aux positions d'attaque, en établissant de multiples points de contrôle et en organisant des opérations avec de petites unités placées en embuscade et bénéficiant de l'appui de moyens de RSR. Ainsi, les insurgés seraient isolés et pris à partie par les forces de sécurité déjà déployées dans le cadre d'une manœuvre

de bouclage et de ratissage à proximité des bases d'opérations, ou des voies de communication des insurgés, ou des deux. De cette manière, les OEV en viendraient à conclure que ces endroits clés sont beaucoup trop dangereux pour qu'elles les exploitent. Par exemple, quand les insurgés d'AQMI ont été décimés par les forces françaises et tchadiennes dans l'Adrar des Ifoghas, les forces anti-insurrectionnelles ont ensuite recouru constamment dans ce secteur à des missions de RSR avec des drones, ce qui a dissuadé les insurgés de retourner dans ce refuge²⁸. L'absence d'initiatives de COIN telles que celles-là explique pourquoi les OEV arrivent à circuler dans la majeure partie du Sahel, à s'y ravitailler et à continuer à combattre efficacement. La COIN nécessite aussi que l'on sécurise les zones frontalières clés pour qu'elles soient rendues inaccessibles aux groupes d'insurgés. Un des meilleurs exemples d'une initiative de ce genre a été fourni pendant la guerre d'Algérie : les forces françaises ont en fin de compte interdit aux insurgés l'accès à la frontière algérienne en construisant une gigantesque clôture électrifiée (la ligne Morice) qui a bloqué la frontière entre l'Algérie et le Maroc, à l'ouest, et la frontière entre l'Algérie et la Tunisie, à l'est. Toute tentative d'infiltration à travers la clôture déclenchait une alerte aux postes de surveillance; les forces françaises ripostaient alors avec l'artillerie, l'aviation et des unités terrestres mobiles comptant 80 000 soldats. Le taux de pertes chez les insurgés du FLN est devenu tellement élevé qu'ils ont mis fin à toute tentative majeure de franchir la ligne Morice²⁹. Bien que celle-ci eût été une entreprise coûteuse et difficile, pour ce qui est de la coordination des troupes et de l'infrastructure, elle a montré que, pour être efficace, une COIN nécessite des initiatives et un engagement d'envergure. Au cours des dernières années, le franchissement de la frontière entre le Maroc et l'Algérie est devenu assez difficile pour les OEV, car les deux pays ont resserré le contrôle qu'ils exercent sur les itinéraires empruntés par les contrebandiers et les marchandises. L'Algérie a commencé en 2013 à creuser des tranchées le long de sa frontière avec le Maroc pour faire échec à la contrebande de carburant. Un an plus tard, ce dernier pays a érigé une clôture de sécurité de 150 km de longueur pour renforcer ses défenses contre le trafic de personnes et contre l'infiltration possible de sa frontière par les OEV. Cette approche proactive de la sécurité a rendu la tâche plus difficile à AQMI et à d'autres groupes cherchant à prendre pied au Maroc³⁰.

L'Algérie a renforcé ses frontières et a affecté des troupes plus nombreuses pour surveiller celles qu'elle partage avec la Libye, le Mali et le Niger. En 2014, elle avait fermé toutes ses frontières, sauf celle la séparant de la Tunisie, et elle en a fait des zones militaires accessibles seulement aux personnes possédant une habilitation de sécurité spéciale. Par conséquent, l'Algérie a assez bien réussi à protéger ses frontières contre le flot de combattants venant d'en dehors du pays, et les forces armées algériennes arrêtent périodiquement des trafiquants de stupéfiants et d'armes et des djihadistes, surtout dans le sud et l'est du pays³¹. À l'heure actuelle, pour le Mali et le reste du Sahel, les opérations d'interdiction des frontières ont été confiées au G5 Sahel (FC-G5S). Il s'agit d'une force militaire composée de soldats de la Mauritanie, du Tchad, du Burkina Faso, du Niger et du Mali. Cette force a pour mission expresse d'interdire aux OEV et aux groupes criminels l'accès aux principales zones frontalières entourant ces cinq pays. Cependant, seulement cinq bataillons de la FC-G5S ont été déployés, ce qui est insuffisant pour empêcher les OEV de se déplacer et d'exécuter des opérations transfrontalières dans un territoire aussi vaste. Les forces de la FC-G5S formant un écran aussi ténu dans le Sahel, plusieurs brèches demeureront accessibles aux OEV. Par conséquent, à moins d'un profond changement de stratégie, les insurgés resteront capables de contourner

les bataillons de la FC-G5S et de reprendre leurs opérations au Mali et dans le reste du Sahel.

Conclusion

La stabilité rurale est la pierre angulaire de toute campagne anti-insurrectionnelle fructueuse. Bien que la COIN comporte des dimensions politique, militaire, économique, culturelle et sociale, la sécurité demeure essentielle à toute réussite durable. Quelle que soit la compétence des politiciens locaux et peu importe à quel point les interventions civiles sont efficaces et avantageuses, elles échoueront sans un bon appareil de sécurité axé sur la COIN. La sécurité rurale ne pourra être instaurée que si les OEV sont privées de l'accès aux villages ruraux et à leurs voies de communication. En d'autres mots, sans la sécurité que les éléments militaires procurent, toutes les autres initiatives de COIN n'auront que des effets à très court terme. C'est la faiblesse des opérations de sécurité anti-insurrectionnelles qui a permis aux OEV d'exercer une si grande influence dans les régions rurales du Mali et de contrôler de vastes territoires dans le Sahel. Bien que les OEV aient montré leur grande vulnérabilité face aux grandes interventions de nettoyage menées par des forces conventionnelles dans le cadre de l'opération *Barkhane*, les insurgés ont conservé une certaine influence et ont pu « reprendre leurs opérations » jusqu'à un certain point dans la « zone sécurisée ». La COIN repose sur le concept NTC (Nettoyer, tenir et construire). Le fait qu'aucune force militaire stationnaire ne reste dans les zones nouvellement sécurisées (« nettoyer ») pour protéger les civils contre les insurgés (« tenir ») et qu'aucune action civile concrète (« construire ») n'est entreprise parallèlement aux opérations de sécurité explique pourquoi la situation opérationnelle actuelle s'est enfoncée dans une impasse au Mali. De bien des façons, cette supposée « impasse » commence à favoriser les OEV, qui accroissent de plus en plus l'ampleur de leurs opérations et de leur zone d'influence dans le sud du Burkina Faso et dans la partie nord des pays du littoral ouest-africain.

Dans le passé, des insurrections plus puissantes que celles déclenchées par le GSIM et l'EIGS ont été gravement affaiblies et, dans plusieurs cas, vaincues grâce aux tactiques anti-insurrectionnelles axées sur le concept NTC. Au Mali, les OEV ne font pas exception : elles sont vulnérables à ces tactiques, comme toute autre entité insurrectionnelle. Les opérations *Serval* et *Barkhane* ont été couronnées de succès quand le moment est venu de sécuriser une région. Cependant, de tels efforts n'auront que des effets temporaires si seule l'étape du « nettoyage » est franchie. En outre, les OEV opérant au Mali continuent d'avoir accès à leurs voies de communication et à la plupart des zones frontalières de ce pays. Il est primordial de les priver de l'accès à ces secteurs géographiques clés pour garantir la réussite de toute COIN visant à assurer la sécurité des régions rurales. Le fait que les insurgés puissent circuler d'un village à l'autre pour imposer leur volonté à la population civile, sans être gênés, montre clairement que les forces de sécurité locales et étrangères ne cherchent pas de la bonne façon à ôter aux OEV leur liberté de mouvement. Dans de telles conditions, les insurgés peuvent se ravitailler, déplacer hommes et matériel d'un point à un autre, recueillir des renseignements et recruter des membres dans de multiples villages. Une telle liberté d'action est ce qui permet aux OEV d'exploiter à fond leurs groupes de combattants capables d'exécuter des raids, de tendre des embuscades et de mener des attaques complexes contre les FAMa, la MINUSMA et les troupes exécutant l'opération *Barkhane*. Celles-ci constituent actuellement la force militaire la plus efficace dans la lutte

contre les OEV. Toutefois, les missions accomplies dans le cadre de cette opération ne peuvent pas être considérées comme équivalent à une campagne militaire anti-insurrectionnelle concrète et méthodique, parce qu'elles ne s'accompagnent pas d'initiatives NTC. Pour ce qui est de la MINUSMA, son mandat interdit à ses soldats d'exécuter des opérations anti-insurrectionnelles. Celles-ci devraient normalement être confiées aux FAMA et aux éléments de la police appuyés par les forces françaises. En outre, afin de casser les reins en permanence aux OEV, il faut les assujettir aux autres volets de la COIN (les actions politiques, économiques, civiles, etc.); autrement, l'insurrection demeurera toujours une menace. Étant donné la situation actuelle, nous ne pouvons nous attendre à ce que les OEV soient visées par une campagne anti-insurrectionnelle de grande

envergure dans l'avenir prévisible. De plus, la complexité de toute campagne de ce genre au Mali est accrue quand on prend en compte les facteurs tribaux, les tensions intercommunales et l'omniprésence de groupes armés dans chaque province. Il est donc très improbable que nous assistions à une réduction sensible de la capacité actuelle des OEV de poursuivre leurs activités insurrectionnelles au Mali, à moyen et à long terme. À moins qu'une nouvelle stratégie politique et militaire globale ne soit élaborée, il est à prévoir que les OEV aggrandiront encore plus leur zone d'influence dans le Sahel et en Afrique occidentale.



NOTES

- 1 J.P. Lawrence, « Islamic State's 'backbone was broken' in Afghanistan as hundreds surrender », dans *Stars and Stripes*, 2019. Voir le site <https://www.stripes.com/news/middle-east/islamic-state-s-backbone-was-broken-in-afghanistan-as-hundreds-surrender-1.607841>.
- 2 Ismaël Fournier, « Stratégie américaine et guerre hybride au Vietnam », Thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 2019, p. 12 à 14. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/34416>.
- 3 Caleb Weiss, « Islamic State claims several ISGS attacks across the Sahel », *FDD's Long War Journal*, 2019. Voir le site <https://www.longwarjournal.org/archives/2019/03/islamic-state-claims-several-isgs-attacks-across-the-sahel.php>.
- 4 David Galula, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, p. 1964, p. 16.
- 5 Quartier général du Département de l'Armée, *FM 3-24 Counterinsurgency*, Washington (D.C.), Marine Corps Warfighting Publication, 2006, p. 5 à 18.
- 6 *Ibid.*
- 7 Pascal Maitre, « Mali : six ans après la déroute des islamistes, les violences persistent », dans *National Geographic*, 2019. Voir le site <https://www.nationalgeographic.fr/peuple-et-culture/2019/06/mali-six-ans-apres-la-deroute-des-islamistes-les-violences-persistent>.
- 8 *Ibid.*
- 9 Open Source Enterprise, *Gao Radio Nata in Songhai. Malians in Mopti Region Said To Live According to Rhythm Imposed by Terrorist Groups*, 16 janvier 2018.
- 10 Quartier général du Département de l'Armée, 2006, *op. cit.*, p. 1 à 20.
- 11 *Ibid.*, p. 3-15.
- 12 *Ibid.*
- 13 André LeSage, « The evolving threat of al-Qaeda in the Islamic Maghreb », dans *INSS Strategic Forum National Defense University*, 2011. Voir le site <https://ndupress.ndu.edu/Portals/68/Documents/stratforum/SF-268.pdf>.
- 14 Open Source Enterprise, *Gao Radio Nata in Songhai. Malians in Mopti Region Said To Live According to Rhythm Imposed by Terrorist Groups*, 16 janvier 2018.
- 15 Open Source Enterprise, *Bamako Radio Kledu in Bambara. Report Says Inhabitants of Northern Malian Village Gripped by Fear Following Jihadists Besiegement*, 25 avril 2018.
- 16 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, *JMAC Weekly Assessment 2017-30, 20-26 July*, p. 7 et 8.
- 17 Fournier, *op. cit.*, p. 160 et 161.
- 18 Fergus Kelly, « Mali: More than 50 killed in 'terrorist attack' in Indelilmane in Menaka region », dans *The Defense Post*, 2019. Voir le site <https://thedefensepost.com/2019/11/02/mali-terrorist-attack-indelilmane-menaka/>.
- 19 IMRAP et Interpeace, *Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité*, 2016, p. 56. Voir le site <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2016/06/2016-IMRAP-Rapport-FDS.pdf>.
- 20 Fournier, *op. cit.*, p. 204.
- 21 *Ibid.*, p. 44 et 45.
- 22 Corinne Dufka, « Avant, nous étions des frères » : Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali », dans *Human Rights Watch*, 2018. Voir le site <https://www.hrw.org/fr/news/2018/12/07/mali-dangereuse-hausse-des-exactions-commises-par-des-milices-ethniques>.
- 23 *Ibid.*
- 24 Kirit Radia et Elizabeth McLaughlin, « New Details form Niger ambush: when US troops sensed something wrong », *ABC News*, 2017. Voir le site <https://abcnews.go.com/International/details-niger-ambush-us-troops-sensed-wrong/story?id=50622894>.
- 25 FDD, « AQIM Relies on Drugs, Human trafficking to Fund Terror Activities », dans *Foundation for Defense of Democracy*, 2017. Voir le site <https://www.fdd.org/analysis/2017/12/07/al-qaeda-in-the-islamic-maghreb-relies-on-drugs-human-trafficking-to-fund-terror-activities/>.
- 26 Quartier général du Département de l'Armée, *op. cit.*, p. 5 à 19.
- 27 Sergei Boeke, « AQIM: Terrorism, insurgency, or Organized crime », dans *Taylor & Francis Online*, volume 27, 2016, p. 914-936. Voir le site <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09592318.2016.1208280>.
- 28 *Ibid.*
- 29 Anthony James Joes, *Resisting Rebellion: The History and Politics of Counterinsurgency*, Louisville, University Press of Kentucky, 2004, p. 105-106.
- 30 Anouar Boukhars, « Les rebords fragiles du Maghreb », dans *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, n° 34, mars 2018, p. 3 et 4. Voir le site <https://africacenter.org/fr/publication/les-rebords-fragiles-du-maghreb/>.
- 31 Dalia Ghanem-Yazbeck, « Why Algeria Isn't Exporting Jihadists », dans *Carnegie Middle East Center*, 11 août 2015.